



**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
AU 30 JUIN 2014**

METABOLIC EXPLORER

Société anonyme au Capital social : 2.226.150 euros

Siège social : Biopôle Clermont Limagne – 63360 SAINT-BEAUZIRE

423 703 107 RCS CLERMONT FERRAND

Tél. : 04 73 33 43 00 / Fax : 04 73 33 43 01



SOMMAIRE		Page
1.	Comptes semestriels en normes IFRS au 30 juin 2014	3
1.1	Bilan intermédiaire au 30 juin 2014	3
1.2	Etat du résultat global intermédiaire au 30 juin 2014	4
1.3	Tableau intermédiaire des flux de trésorerie	5
1.4	Tableau intermédiaire de variation des capitaux propres	6
1.5	Annexes	7
2.	Rapport semestriel d'activité	8
2.1	Evènements marquants du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels	8
2.2	Examen de la situation financière et du résultat – Commentaires sur les comptes semestriels	10
2.3	Evènements intervenus depuis le 30 juin 2014	11
2.4	Perspectives pour l'exercice en cours	12
2.5	Risques et incertitudes pour le second semestre	12
2.6	Principales transactions avec des parties liées	12
3.	Attestation des personnes responsables du rapport financier semestriel	13
4.	Annexe : Comptes semestriels en normes IFRS au 30 juin 2014	14
5.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière relative au 1^{er} semestre 2014	39

1. COMPTES SEMESTRIELS EN NORMES IFRS AU 30 JUIN 2014

Bilan intermédiaire au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/204	31/12/2013
Actif			
Actifs incorporels	7.1	34 141	33 264
Actifs corporels	7.2	10 518	11 475
Actifs financiers non courants		1	1
Impôts différés actifs	13	5 489	5 467
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		50 148	50 207
Clients et comptes rattachés	8.1	1 042	174
Autres actifs courants	8.2	2 320	3 909
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	15 527	15 909
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		18 888	19 992
TOTAL ACTIF		69 036	70 199
Passif			
Capital		2 226	2 226
Primes		66 118	66 118
Réserves légales		212	212
Autres réserves		-13 155	-9 319
Ecart de conversion		14	16
Résultat net global		-1 040	-3 878
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		54 375	55 376
Dettes bancaires non courantes	11.1	7 841	8 411
Provisions non courantes		52	52
Autres dettes non courantes	11.3		
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		7 893	8 463
Découverts bancaires	11.1	3	4
Dettes bancaires et autres dettes financières courantes	11.1	1 834	1 991
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 095	1 540
Autres passifs courants	14	3 836	2 825
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		6 768	6 359
TOTAL PASSIF		69 036	70 199

1.2 Etat du résultat global intermédiaire au 30 juin 2014

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2014	30/06/2013
Chiffre d'affaires	3	1 815	375
Autres produits de l'activité		1 872	180
Frais de recherche et développement		-4 132	-3 743
Frais de développement activés		1 298	3 443
Frais de recherche et développement nets		-2 834	-300
Frais commerciaux		-741	-572
Frais administratifs		-1 135	-1 435
Autres charges opérationnelles		0	-702
Résultat opérationnel courant avant paiement en actions et éléments non courant		-1 023	-2 455
Charges de personnel liées aux paiements en actions	10	-24	-79
Charges de restructuration		0	-43
Résultat opérationnel		-1 047	-2 577
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		206	209
Coût de l'endettement financier brut		-219	-179
Coût de l'endettement financier net		-13	29
Charge (-) / Produit d'impôt	5	22	3
Résultat net		-1 038	-2 544
Ecart de conversion		-3	-1
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾		-3	-1
Résultat net global		-1 040	-2 545
Résultat net par action (en euros)	6	-0,05	-0,11
Résultat net dilué par action (en euros)	6	-0,04	-0,10

1.3. Tableau intermédiaire des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net global		-1 040	-2 545
Amortissements et provisions (hors actif circulant)		1 218	1 386
Charges calculées sur paiements en actions et instruments financiers	10	24	79
Autres charges calculées		-39	-18
Variation des impôts différés	5.2	-22	-3
Plus ou moins values de cessions		0	47
Capacité d'autofinancement		141	-1 055
Coût de l'endettement financier brut		168	125
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		309	-930
Variation du poste clients	8.1	-868	-745
Variation du poste fournisseurs		-410	148
Variation des autres actifs et passifs courants		2 604	1 841
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 326	1 244
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 635	314
Production d'immobilisations (R&D immobilisée)		-1 328	-3 492
Crédit d'Impôt Recherche et subventions d'investissement		489	1 152
Acquisitions autres immobilisations		-272	-418
Variation du poste fournisseurs d'immobilisations		-3	-25
Acquisitions d'actifs financiers		-34	0
Cessions d'actifs financiers		0	6
Flux de trésorerie liés aux autres actifs financiers courants		29	-12
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 119	-2 789
Augmentation de capital		0	2
Nouveaux emprunts et autres dettes financières		233	974
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières		-138	-168
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières		-990	-952
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-894	-144
Incidence des variations de cours des devises		-3	-1
Variation de trésorerie		-382	-2 619
Trésorerie d'ouverture	9	15 905	23 191
Trésorerie de clôture	9	15 524	20 572

1.4. Tableau intermédiaire de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Report à nouveau	Autres Réserves	Résultat Net	Titres auto-détenus	Ecart de conversion	Autres éléments du résultat global	Total
Capitaux propres 30/06/2013	2 221	66 108	0	-9 214	-2 544	11	14	0	56 597
Dividendes									0
Augmentation de capital	5	10		-15					0
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés ⁽¹⁾				35					35
Affectation du résultat									0
Résultat net global de la période					-1 334		2	-19	-1 351
Titres auto-détenus				107		-15			92
Autres mouvements				3					3
Capitaux propres 31/12/2013	2 226	66 118	0	-9 084	-3 878	-4	16	-19	55 376
Dividendes									0
Augmentation de capital									0
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés ⁽¹⁾				24					24
Affectation du résultat				-3 878	3 878				0
Résultat net global de la période					-1 038		0		-1 038
Titres auto-détenus						12			12
Autres mouvements									0
Capitaux propres 30/06/2014	2 226	66 118	0	-12 938	-1 038	8	16	-19	54 374

1.5. Annexes

Les comptes semestriels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 30 juin 2014. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Les normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2014, et notamment les normes :

- IFRS 10 - Etats financiers consolidés, IFRS 11 – Partenariats, IFRS 12 - Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, et les amendements à IFRS 10, 11 et 12 sur les modalités de transition,
- IAS 27 révisée - États financiers individuels et l'amendement à IAS 27 sur les modalités de transition,
- IAS 28 révisée - Participations dans les entreprises associées et coentreprises,
- Amendement IAS 32 - Compensation des actifs et passifs financiers.
- Amendement IAS 36 « information sur la valeur recouvrable des actifs non financiers »

ne sont pas applicables au groupe, ou n'ont pas d'impact significatif.

METabolic EXplorer a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, ou non encore adoptées par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2014. Il s'agit notamment de l'interprétation IFRIC 21 (droits et taxes), et des normes d'amélioration - cycles 2010-2012 et 2011-2013. Ces normes, amendements et interprétations, compte tenu de l'analyse en cours, ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, le groupe ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire en 2014, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) aient un impact significatif sur les comptes des prochains exercices.

Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites au paragraphe 2.3 de l'annexe des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

L'activité de la société est peu affectée par les variations saisonnières. Toutefois, les résultats du premier semestre ne sont pas représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2014.

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

2.1. Evènements marquants du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels

a) PDO :

(i) Fin du projet de construction d'une usine PDO en Malaisie

Pour rappel, le cadre contractuel entre la société malaisienne Bio-XCell et la filiale malaisienne de la société, METabolic EXplorer Sdn. Bhd., pour le financement et la construction d'une usine en Malaisie, avait expiré en novembre 2013 ; en effet, l'appel d'offres, lancé par Bio-XCell pour choisir une nouvelle société d'ingénierie pour la reprise de la construction de l'usine, s'était avéré infructueux.

Au cours du 1er semestre 2014, les discussions avec Bio-Xcell se sont poursuivies pour définir les nouveaux termes contractuels nécessaires à la reprise de la construction de cette usine. Ces discussions n'ont pas conduit à un accord et METabolic EXplorer Sdn. Bhd. a notifié fin juin 2014 à Bio-XCell sa décision de mettre fin à ces discussions.

(ii) Signature avec SK Chemicals d'accord de licence exclusive de la technologie PDO

Fin juin 2014, la société a signé un accord de licence exclusive avec le groupe sud-coréen SK Chemicals pour la production et la commercialisation du PDO.

Cet accord prévoit des paiements à chaque franchissement d'étapes et des redevances sur les futures ventes de PDO, suivant un calendrier d'industrialisation défini contractuellement.

En outre, la société a facturé, un « up front payment » d'un montant de 1.200 k\$ (881 k€ encaissés début juillet), à la signature de l'accord. Ce montant a été constaté en produits constatés d'avance au 30 juin 2014.

b) L-Méthionine : la société reprend en main la valorisation industrielle de la technologie L-méthionine

Pour rappel, le projet a été développé jusqu'en mars 2014 sous licence exclusive avec la société Roquette Frères. Au cours de l'année 2013, la société avait atteint les performances techniques cibles définies contractuellement. Ces performances ont été reconnues par le partenaire au cours du 1er trimestre 2014, ce qui a entraîné la facturation de 1.000 k€ de chiffre d'affaires sur la période.

Par ailleurs, le contrat de licence exclusive prévoyait des étapes-clé, et notamment une échéance avant laquelle la société Roquette Frères devait prendre la décision de lancer la construction d'une usine de taille industrielle. La société Roquette Frères n'ayant pas pris cette décision à l'échéance définie, les deux

partenaires ont signé un nouvel accord mettant fin au contrat de licence exclusive le 31 mars 2014 et définissant les conditions d'une valorisation de la technologie par la société avec la participation technique et financière de Roquette Frères.

Ce nouvel accord prévoit en particulier le transfert à la société de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle relatifs à la technologie L-Méthionine, ainsi que des dossiers de demandes d'autorisations administratives en cours.

Au 30 juin 2014, ce nouvel accord a généré un chiffre d'affaires de 815 K€.

Les frais de développement au titre de cette souche ont été activés jusqu'au 31 mars 2014.

Au cours du 2ème trimestre 2014, la société a développé les contacts avec des industriels intéressés par sa technologie de L-Méthionine biosourcée, et par sa compétitivité par rapport à la technologie concurrente de DL-Méthionine pétrochimique.

c) MPG : pilotage industriel

Le développement de la technologie MPG s'est poursuivi, ainsi que les discussions avec des partenaires industriels intéressés par la technologie.

La société a reçu une avance complémentaire de 233 k€ sur la période de la part de BPIFrance.

Le montant total reçu s'élève à 2 239 k€. Cette avance sera remboursable en fonction des revenus générés par le produit.

d) Propriété Industrielle

Au 30 juin 2014, la société a déposé 4 nouvelles familles de brevets. Le portefeuille de brevets (hors licences) s'élève à 54 familles et 448 titres.

2.2. Examen de la situation financière et du résultat – Commentaires sur les comptes semestriels

2.2.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 s'élève à un montant de 1 815 k€. Ce chiffre d'affaires est issu du nouvel accord conclu fin mars avec la société Roquette Frères autour du projet industriel de la L-Méthionine.

Il est précisé également qu'une avance a été facturée à la signature du contrat de licence exclusive avec SK Chemicals, pour un montant de 1.200 k\$ (soit 881 k€). Ce montant a été constaté en « produit constaté d'avance » au 30 juin 2014 et n'est donc pas intégré au Chiffre d'affaires de la période.

2.2.2 Autres produits de l'activité (y compris Subventions & Crédit d'impôt Recherche)

Ces revenus sont en forte augmentation et s'établissent à 1 872 k€ au 30 juin 2014 contre 180 k€ au 30 juin 2013.

Cette augmentation s'explique par :

- la constatation d'un produit de 1 000 k€ liés à des avances sur royalties encaissées les années précédentes et acquises sur le premier semestre dans le cadre de la signature du nouvel accord avec la société Roquette Frères fin mars-14.
- l'augmentation de + 563% de la part des revenus liés au Crédit Impôt Recherche sur les projets non activés. En effet, les souches, des projets PDO et L-Méthionine, sont arrivées à un stade de développement qui a justifié l'arrêt de l'activation des frais, respectivement au 1^{er} janvier et au 31 mars 2014.

2.2.3 Charges opérationnelles

Les coûts opérationnels récurrents liés aux frais commerciaux et administratifs sont en diminution de 7% et s'établissent à 1 876 k€ au premier semestre 2014, contre 2 007 k€ enregistrés sur la même période en 2013.

Les coûts opérationnels liés aux dépenses de R&D sont en augmentation de 10% et s'élèvent à 4 132 k€ contre 3 743 k€ au 30 juin 2013. Cette augmentation s'explique par le rachat de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et dossiers réglementaires de Roquette Frères dans la cadre de nouvel accord signé fin mars sur le projet L-Méthionine.

Il est rappelé que les frais de R&D activés sont en baisse (cf. supra).

Il n'a pas été constaté d'autres charges opérationnelles sur ce semestre contre 702 k€ au 30 juin 2013 (dont 508 k€ de prestations d'ingénierie liées au projet en Malaisie).

2.2.4 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est une charge de 13 k€ sur la période contre un produit de 29 k€ au 30 juin 2013. Les produits générés par la trésorerie sont stables par rapport au 30 juin 2013 (206 k€ contre 209 k€ en 2013). Les charges financières sont en augmentation et s'explique principalement par un effet d'actualisation de l'avance remboursable.

2.2.5 Résultat net

Le résultat net semestriel est une perte de -1 040 K€ contre une perte de -2 545 K€ pour la même période en 2013.

Cette progression s'explique par l'augmentation du Chiffre d'affaires et des autres revenus sur la période.

2.2.6 Trésorerie et capitaux

Les fonds propres sont passés de 55.376 k€ au 1er janvier 2014 à 54.375 k€ à mi année.

La situation de trésorerie disponible au 30 juin 2014 est de 15.527 k€ contre 15.909 k€ à fin 2013.

Ce montant intègre un versement de 2.350 k€ lié au nouvel accord signé avec Roquette Frères mais n'intègre pas la première avance de 1.200 k\$ (soit 881 k€) lié au contrat signé avec SK Chemicals (encaissée début juillet).

Compte-tenu des remboursements de crédits-baux mobiliers et d'emprunts en cours, les dettes bancaires et financières, courantes et non-courantes sont passées de 10.405 k€ fin 2013 à 9.678 k€ à fin juin 2014.

Au total, la trésorerie nette d'endettement passe ainsi de 5.504 k€ fin 2013 à 5.849 k€ à fin juin 2014, soit une variation de -345 k€.

2.2.7 Consultation des comptes

Les comptes annuels et semestriels sont en ligne sur notre site internet www.metabolic-explorer.com sur la page Relation investisseurs / Information règlementée.

2.3. Evénements intervenus depuis le 30 juin 2014

Néant.

2.4. Perspectives pour l'exercice en cours

La société poursuivra ses plans d'action en vue de concrétiser son objectif, fixé lors de l'introduction en Bourse, devenir une société industrielle commercialisant ses molécules produites grâce à ses bioprocédés. Cette industrialisation se fera sous la forme de la construction d'unités de production en propre et/ou de partenariat avec des industriels du secteur.

2.5. Risques et incertitudes pour le second semestre

La société exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître pour la société de nombreux risques ou incertitudes dont certains échappent à son contrôle.

Une partie significative de la croissance future de la société repose sur le développement interne de solutions innovantes et performantes d'ingénierie métabolique pour le secteur de la chimie industrielle, avec les risques liés à tout développement interne.

La stratégie de croissance de la société s'appuie principalement sur des technologies de biologie moléculaire, de modélisation bio informatique, de fermentation et d'analyse de flux intracellulaires pour la mise au point de bio procédés compétitifs économiquement. Ces technologies, innovantes mais bien maîtrisées, ne présentent pas de risque intrinsèque majeur, mais l'évolution des marchés des produits développés et leurs principaux paramètres pourraient, le cas échéant, ne pas correspondre aux attentes de la société.

De ce fait, la société fait face à plusieurs risques ou incertitudes :

- les prix de vente futurs des produits développés ainsi que les tendances des marchés visés pourraient évoluer de façon inattendue,
- les prix des matières de base utilisées par les bio procédés développés ainsi que les prix des matières composant le principal élément des coûts de revient des mêmes produits fabriqués par voie de synthèse pourraient évoluer de manière à limiter l'avantage concurrentiel envisagé,
- des délais de développement des procédés anticipés et des délais de construction d'unités de production pourraient être allongés,
- en cas de croissance importante du secteur, de nouveaux acteurs, dont les groupes leaders de la chimie mondiale, pourraient décider de se positionner sur ces marchés et tirer profit des investissements qui y auront été réalisés par la Société et ainsi réduire les ventes et les résultats attendus par la Société dans ce secteur,
- des brevets pourraient être antériorisés par des publications antérieures non encore connues ou d'autres brevets non encore publics à la date de dépôt générant un risque de non brevetabilité ou de contrefaçon,
- de nouvelles technologies concurrentielles pourraient apparaître.

Ces risques sont analysés en termes de tendances.

2.6. Principales transactions avec des parties liées

Les transactions avec des parties liées sont décrites en annexe dans les notes sur les états financiers IFRS joints au rapport financier (note 19).

3. ATTESTATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société METabolic EXplorer et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A Saint-Beauzire, le 26 septembre 2014,

Président directeur général
M. Benjamin Gonzalez

3. ANNEXE

METabolic EXplorer

COMPTES CONSOLIDES RESUMES
EN NORMES IFRS
AU 30 JUIN 2014

Sommaire

Comptes consolidés résumés au 30 juin 2014

Etat du résultat global	16
Bilan	17
Tableau de flux de trésorerie	18
Tableau de variation des capitaux propres	19
Notes sur les états financiers	20

Etat du résultat global

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2014	30/06/2013
Chiffre d'affaires	3	1 815	375
Autres produits de l'activité		1 872	180
Frais de recherche et développement		-4 132	-3 743
Frais de développement activés		1 298	3 443
Frais de recherche et développement nets		-2 834	-300
Frais commerciaux		-741	-572
Frais administratifs		-1 135	-1 435
Autres charges opérationnelles		0	-702
Résultat opérationnel courant avant paiement en actions et éléments non courant		-1 023	-2 455
Charges de personnel liées aux paiements en actions	10	-24	-79
Charges de restructuration		0	-43
Résultat opérationnel		-1 047	-2 577
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		206	209
Coût de l'endettement financier brut		-219	-179
Coût de l'endettement financier net		-13	29
Charge (-) / Produit d'impôt	5	22	3
Résultat net		-1 038	-2 544
Ecart de conversion		-3	-1
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾		-3	-1
Résultat net global		-1 040	-2 545
Résultat net par action (en euros)	6	-0,05	-0,11
Résultat net dilué par action (en euros)	6	-0,04	-0,10

(1) il n'existe pas d'élément non recyclable en résultat.

Bilan

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2014	31/12/2013
Actif			
Actifs incorporels	7.1	34 141	33 264
Actifs corporels	7.2	10 518	11 475
Actifs financiers non courants		1	1
Impôts différés actifs	13	5 489	5 467
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		50 148	50 207
Clients et comptes rattachés	8.1	1 042	174
Autres actifs courants	8.2	2 320	3 909
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	15 527	15 909
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		18 888	19 992
TOTAL ACTIF		69 036	70 199
Passif			
Capital		2 226	2 226
Primes		66 118	66 118
Réserves légales		212	212
Autres réserves		-13 155	-9 319
Ecart de conversion		14	16
Résultat net global		-1 040	-3 878
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		54 375	55 376
Dettes bancaires non courantes	11.1	7 841	8 411
Provisions non courantes		52	52
Autres dettes non courantes	11.3		
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		7 893	8 463
Découverts bancaires	11.1	3	4
Dettes bancaires et autres dettes financières courantes	11.1	1 834	1 991
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 095	1 540
Autres passifs courants	14	3 836	2 825
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		6 768	6 359
TOTAL PASSIF		69 036	70 199

Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	Notes	30/06/2014	30/06/2013
Résultat net global		-1 040	-2 545
Amortissements et provisions (hors actif circulant)		1 218	1 386
Charges calculées sur paiements en actions et instruments financiers	10	24	79
Autres charges calculées		-39	-18
Variation des impôts différés	5.2	-22	-3
Plus ou moins values de cessions		0	47
Capacité d'autofinancement		141	-1 055
Coût de l'endettement financier brut		168	125
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		309	-930
Variation du poste clients	8.1	-868	-745
Variation du poste fournisseurs		-410	148
Variation des autres actifs et passifs courants		2 604	1 841
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 326	1 244
Flux net de trésorerie généré par l'activité		1 635	314
Production d'immobilisations (R&D immobilisée)		-1 328	-3 492
Crédit d'Impôt Recherche et subventions d'investissement		489	1 152
Acquisitions autres immobilisations		-272	-418
Variation du poste fournisseurs d'immobilisations		-3	-25
Acquisitions d'actifs financiers		-34	0
Cessions d'actifs financiers		0	6
Flux de trésorerie liés aux autres actifs financiers courants		29	-12
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 119	-2 789
Augmentation de capital		0	2
Nouveaux emprunts et autres dettes financières		233	974
Intérêts versés sur emprunts et dettes financières		-138	-168
Remboursement d'emprunts et autres dettes financières		-990	-952
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-894	-144
Incidence des variations de cours des devises		-3	-1
Variation de trésorerie		-382	-2 619
Trésorerie d'ouverture	9	15 905	23 191
Trésorerie de clôture	9	15 524	20 572

Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes	Report à nouveau	Autres Réserves	Résultat Net	Titres auto-détenus	Ecarts de conversion	Autres éléments du résultat global	Total
Capitaux propres 30/06/2013	2 221	66 108	0	-9 214	-2 544	11	14	0	56 597
Dividendes									0
Augmentation de capital	5	10		-15					0
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés ⁽¹⁾				35					35
Affectation du résultat									0
Résultat net global de la période					-1 334		2	-19	-1 351
Titres auto-détenus				107		-15			92
Autres mouvements				3					3
Capitaux propres 31/12/2013	2 226	66 118	0	-9 084	-3 878	-4	16	-19	55 376
Dividendes									0
Augmentation de capital									0
BSPCE et actions gratuites attribuées aux salariés ⁽¹⁾				24					24
Affectation du résultat				-3 878	3 878				0
Résultat net global de la période					-1 038		0		-1 038
Titres auto-détenus						12			12
Autres mouvements									0
Capitaux propres 30/06/2014	2 226	66 118	0	-12 938	-1 038	8	16	-19	54 374

Il n'existe pas de dividendes mis en distribution.

⁽¹⁾ Le montant des charges cumulées liées aux BSPCE et actions gratuites encore en circulation s'élève à 406 K€.

Notes sur les états financiers au 30 juin 2014

Note 1 – Faits marquants entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014	22
Note 2 – Principes et méthodes d'évaluation	24
2.1 – REFERENTIEL COMPTABLE	24
2.2 – PRINCIPES D'ETABLISSEMENT DE CERTAINS POSTES DU BILAN ET DU RESULTAT GLOBAL DANS LES COMPTES SEMESTRIELS	25
2.2.1 - <i>Frais de recherche et développement et brevets</i>	25
2.2.2 – <i>Tests de dépréciation</i>	25
2.2.3 – <i>Impôt sur le résultat</i>	26
2.2.4 – <i>Filiales et participations</i>	26
2.2.5 – <i>Reconnaissance des revenus</i>	26
2.2.6 – <i>Provisions, actifs et passifs éventuels</i>	27
Note 3 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité	27
Note 4 – Charges de personnel	28
Note 5 – Impôt sur le résultat	28
5.1 – TAUX D'IMPOT	28
5.2 – DETAIL DE L'IMPOT COMPTABILISE	28
5.3 – RAPPROCHEMENT IMPOT THEORIQUE / IMPOT REEL	29
Note 6 – Résultat par action	29
Note 7 – Actifs non courants	30
7.1 – ACTIFS INCORPORELS	30
7.2 – ACTIFS CORPORELS	30
Note 8 – Actifs courants (hors trésorerie)	31
8.1 – CLIENTS	31
8.2 – AUTRES ACTIFS COURANTS	31
Note 9 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	32
Note 10 – Paiements en actions	32
Note 11 – Trésorerie nette d'endettement	32
11.1 – VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	33
11.2 – ECHEANCIER DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	33
11.3 – AUTRES DETTES NON COURANTES	34
Note 12 – Provisions courantes et non courantes	34
Note 13 – Impôts différés	35
Note 14 – Autres passifs courants	35
Note 15 – Actifs & passifs éventuels	36

Note 16 – Instruments financiers	36
Note 17 – Effectifs	37
Note 18 – Engagements hors bilan.....	37
Note 19 – Informations sur les parties liées	37
19.1 – AVANTAGES ACCORDES AUX DIRIGEANTS MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	37
19.2 – TRANSACTIONS REALISEES AVEC LE GROUPE AYANT UN DIRIGEANT EN COMMUN	38
Note 20 : Informations sur les risques liés aux instruments financiers	38
Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture	38

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros, sauf indication contraire.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés résumés établis aux normes IFRS au 30 juin 2014.

METabolic EXplorer est une société anonyme de droit français, située au Biopôle Clermont Limagne, cotée sur NYSE Euronext Paris (Compartiment C, METEX) depuis le 10 avril 2007.

Le groupe n'opère que dans un seul secteur opérationnel : le développement de bioprocédés de production de molécules pour le secteur de la chimie, et un seul secteur géographique (le monde).

Les comptes semestriels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 26 septembre 2014.

Note 1 – Faits marquants entre le 31 décembre 2013 et le 30 juin 2014

II. PDO :

(i) Fin du projet de construction d'une usine PDO en Malaisie

Pour rappel, le cadre contractuel entre la société malaisienne Bio-XCell et la filiale malaisienne de la société, METabolic EXplorer Sdn. Bhd., pour le financement et la construction d'une usine en Malaisie, avait expiré en novembre 2013 ; en effet, l'appel d'offres, lancé par Bio-XCell pour choisir une nouvelle société d'ingénierie pour la reprise de la construction de l'usine, s'était avéré infructueux.

Au cours du 1^{er} semestre 2014, les discussions avec Bio-Xcell se sont poursuivies pour définir les nouveaux termes contractuels nécessaires à la reprise de la construction de cette usine. Ces discussions n'ont pas conduit à un accord et METabolic EXplorer Sdn. Bhd. a notifié fin juin 2014 à Bio-XCell sa décision de mettre fin à ces discussions.

(ii) Signature avec SK Chemicals d'accord de licence exclusive de la technologie PDO

Fin juin 2014, la société a signé un accord de licence exclusive avec le groupe sud-coréen SK Chemicals pour la production et la commercialisation du PDO.

Cet accord prévoit des paiements à chaque franchissement d'étapes et des redevances sur les futures ventes de PDO, suivant un calendrier d'industrialisation défini contractuellement.

En outre, la société a facturé, un « *up front payment* » d'un montant de 1.200 k\$ (881 k€ encaissés début juillet), à la signature de l'accord. Ce montant a été constaté en produits constatés d'avance au 30 juin 2014 (cf. note 14).

(2) L-Méthionine : la société reprend en main la valorisation industrielle de la technologie L-méthionine

Pour rappel, le projet a été développé jusqu'en mars 2014 sous licence exclusive avec la société Roquette Frères. Au cours de l'année 2013, la société avait atteint les performances techniques cibles définies contractuellement. Ces performances ont été reconnues par le partenaire au cours du 1^{er} trimestre 2014, ce qui a entraîné la facturation de 1.000 k€ de chiffre d'affaires sur la période.

Par ailleurs, le contrat de licence exclusive prévoyait des étapes-clé, et notamment une échéance avant laquelle la société Roquette Frères devait prendre la décision de lancer la construction d'une usine de taille industrielle. La société Roquette Frères n'ayant pas pris cette décision à l'échéance définie, les deux partenaires ont signé un nouvel accord mettant fin au contrat de licence exclusive le 31 mars 2014 et définissant les conditions d'une valorisation de la technologie par la société avec la participation technique et financière de Roquette Frères.

Ce nouvel accord prévoit en particulier le transfert à la société de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle relatifs à la technologie L-Méthionine, ainsi que des dossiers de demandes d'autorisations administratives en cours.

Au 30 juin 2014, ce nouvel accord a généré un chiffre d'affaires de 815 K€.

Les frais de développement au titre de cette souche ont été activés jusqu'au 31 mars 2014.

Au cours du 2^{ème} trimestre 2014, la société a développé les contacts avec des industriels intéressés par sa technologie de L-Méthionine biosourcée, et par sa compétitivité par rapport à la technologie concurrente de DL-Méthionine pétrochimique.

(3) MPG : pilotage industriel

Le développement de la technologie MPG s'est poursuivi, ainsi que les discussions avec des partenaires industriels intéressés par la technologie.

La société a reçu une avance complémentaire de 233 k€ sur la période de la part de BPIFrance.

Le montant total reçu s'élève à 2 239 k€. Cette avance sera remboursable en fonction des revenus générés par le produit.

(4) Propriété Industrielle

Au 30 juin 2014, la société a déposé 4 nouvelles familles de brevets. Le portefeuille de brevets (hors licences) s'élève à 54 familles et 448 titres.

Note 2 – Principes et méthodes d'évaluation

2.1 – Référentiel comptable

Les comptes semestriels sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 30 juin 2014. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34. L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013 sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

- Les normes, amendements et interprétations entrés en vigueur en 2014, et notamment les normes :
 - o IFRS 10 - Etats financiers consolidés, IFRS 11 – Partenariats, IFRS 12 - Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, et les amendements à IFRS 10, 11 et 12 sur les modalités de transition,
 - o IAS 27 révisée - États financiers individuels et l'amendement à IAS 27 sur les modalités de transition,
 - o IAS 28 révisée - Participations dans les entreprises associées et coentreprises,
 - o Amendement IAS 32 - Compensation des actifs et passifs financiers.
 - o Amendement IAS 36 « information sur la valeur recouvrable des actifs non financiers »

ne sont pas applicables au groupe, ou n'ont pas d'impact significatif.

METabolic EXplorer a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne, ou non encore adoptées par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2014. Il s'agit notamment de l'interprétation IFRIC 21 (droits et taxes), et des normes d'amélioration - cycles 2010-2012 et 2011-2013. Ces normes, amendements et interprétations, compte tenu de l'analyse en cours, ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les capitaux propres consolidés.

Par ailleurs, le groupe ne s'attend pas à ce que les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire en 2014, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) aient un impact significatif sur les comptes des prochains exercices.

Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les évènements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites au paragraphe 2.3 de l'annexe des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

L'activité de la société est peu affectée par les variations saisonnières. Toutefois, les résultats du premier semestre ne sont pas représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2014.

2.2 – Principes d'établissement de certains postes du bilan et du résultat global dans les comptes semestriels

2.2.1 - Frais de recherche et développement et brevets

Les frais de recherche sont constatés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les frais de développement sont essentiellement des frais engagés pour développer des procédés qui donnent lieu à un ou plusieurs brevets.

Les frais de développement sont immobilisés, lorsque les 6 critères définis par la norme IAS 38 sont respectés : faisabilité technique, intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre, capacité à l'utiliser ou le vendre, avantages économiques probables, disponibilité des ressources et capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Le montant immobilisé correspond aux frais engagés répondant aux critères de la norme moins les subventions et le crédit d'impôt recherche rattachés à ce projet.

Les frais cessent d'être activés lorsque la souche est arrivée à un stade de développement définie par la direction du groupe.

L'amortissement des frais de R&D démarre au début d'industrialisation des procédés soit au moment où les produits fabriqués sous licence commenceront à générer du chiffre d'affaires.

L'appréciation des critères est réalisée sur la base des informations existantes au 30 juin 2014.

2.2.2 – Tests de dépréciation

Des tests de dépréciation sont réalisés pour la clôture annuelle, pour tous les actifs non amortis (actifs à durée de vie indéterminée, et actifs amortissables en encours à la clôture de l'exercice), et pour les actifs amortis lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur. Il n'existe pas d'actif à durée de vie indéterminée, comme indiqué en note 2.10 de l'annexe comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Dans le cadre de la clôture semestrielle, les tests de dépréciation ont fait l'objet d'une actualisation en fonction des évolutions des paramètres (coût des matières premières, prix de vente, taux d'actualisation,...), lorsque ces derniers ont évolué significativement. Par ailleurs, les actifs ou groupe d'actifs significatifs pour lesquels un indice de perte de valeur a été identifié font eux aussi l'objet d'un test de dépréciation.

Les tests de dépréciation portent essentiellement sur les projets de développement. Les unités génératrices de trésorerie (plus petit groupe d'actifs générant des entrées de flux de trésorerie indépendants) correspondent aux projets de développement.

Les tests de dépréciation sont uniquement réalisés en fonction du critère de valeur d'utilité.

2.2.3 – Impôt sur le résultat

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Cette probabilité est appréciée en fonction des prévisions disponibles établies par la Direction, retenues par prudence dans la limite de 5 ans. Le groupe a pris en compte les nouvelles dispositions introduites en France par la loi de finance 2013 en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables.

Le groupe a opté pour le traitement du crédit impôt recherche en subvention et non en impôt dans l'attente d'une position des organismes de normalisation sur le sujet. Par conséquent :

- la partie du crédit d'impôt recherche, liées aux projets de développement activés, est présenté en diminution des montants activés.
- la partie du crédit impôt recherche, liées aux dépenses maintenues en charges, est présentée en autres produits de l'activité.

Le crédit impôt recherche est estimé au 30 juin 2014 en fonction des dépenses engagées à cette date, et considérées comme éligibles.

Le groupe a qualifié, comme en 2013, la contribution économique territoriale de charge opérationnelle et non de charge d'impôt sur les sociétés, dans l'attente d'une position de l'ANC saisie sur le sujet.

Le groupe a opté pour une présentation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en autres produits de l'activité, conformément à la possibilité donnée par la norme IAS20 « subvention publique ».

2.2.4 – Filiales et participations

METabolic EXplorer détient 100% du capital de sa filiale Malaisienne METabolic EXplorer Sdn. Bhd créée le 29 juillet 2010. Le périmètre de consolidation n'a pas évolué par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La filiale Malaisienne (METabolic EXplorer Sdn) détenue à 100 % par METabolic EXplorer est consolidée selon la méthode d'intégration globale.

Le résultat de la filiale a été intégré dans les comptes. Ce résultat est non significatif compte tenu de son absence d'activité.

2.2.5 – Reconnaissance des revenus

Les revenus peuvent prendre différentes formes :

- des montants fixes rémunérant des prestations de développement d'un produit / projet pour lesquels Metex a signé un accord de partenariat,
- des success fees liées à l'atteinte de jalons dans le cadre de développement d'un produit/ projet,
- Indemnisation des frais engagés dans le cadre d'un partenariat.

Le fait générateur des revenus liés à des success fees est la réalisation de la prestation de service, matérialisée par la livraison de celle-ci, assortie du caractère probable de l'encaissement du produit dû au titre de la prestation de service.

Pour information, la facturation de success fees ou la vente de prestations de développement n'entraînent pas de transfert de propriété intellectuelle. Celle-ci restant la propriété pleine et entière du Groupe.

Les revenus liés à des frais engagés dans le cadre d'un partenariat sont reconnus en fonction des frais engagés par la société au prorata temporis.

Les revenus liés à des prestations de développement sont étalés sur la durée du contrat/ partenariat.

2.2.6 – Provisions, actifs et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, existant indépendamment d'actions futures du groupe, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an sont actualisées si l'impact est significatif.

Une information est donnée en annexe sur les actifs et passifs éventuels, lorsque l'impact est significatif, sauf si la probabilité de survenance est faible.

Compte tenu de l'impact non significatif, la provision pour engagements de retraite n'a pas été actualisée au 30 juin 2014.

Note 3 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

	Notes	<u>30/06/2014</u>	<u>30/06/2013</u>
Fees & Success Fees		1 700	250
Prestations de services		115	125
Chiffre d'affaires		1 815	375
Autres produits de l'activité		1 000	0
Subventions (*)		1	49
C.I.R. & autres crédits d'impôts (*)		872	131
Autres produits de l'activité		1 872	180

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité réalisés correspondent aux revenus du projet L-Méthionine (cf supra). Il a été réalisé avec un seul client situé en France.

Les autres produits sont liés à des avances sur royalties encaissées les années précédentes et acquises sur le 1^{er} semestre dans le cadre de la signature du nouvel accord.

* Le groupe bénéficie de subventions d'exploitation destinées à financer ses travaux de recherche pour des projets scientifiques. Les subventions sont constatées en résultat selon la méthode d'avancement des coûts, pour les projets non activés. Il en est de même pour le CIR qui est constaté en résultat pour la part lié à des projets non activés.

Note 4 – Charges de personnel

	Notes	<u>30/06/2014</u>	<u>30/06/2013</u>
Avantages à court terme (salaires)		-1 721	-1 876
Avantages à court terme / charges sociales		-684	-753
Salaires et charges		-2 406	-2 629
Salaires et charges de développement immobilisés		876	1 387
Juste valeur des avantages payés en actions		-22	-79
TOTAL		-1 552	-1 321

Avantages postérieurs à l'emploi / régimes à contributions définies : la charge nette liée aux engagements de fin de carrière est non significative.

Note 5 – Impôt sur le résultat

5.1 – Taux d'impôt

Le taux d'impôt différé retenu s'élève à 33,33% au 30 juin 2014, ainsi que sur les autres périodes présentées.

5.2 – Détail de l'impôt comptabilisé

	<u>30/06/2014</u>	<u>30/06/2013</u>
Impôt exigible	0	0
Impôt différé	22	3
Total	22	3

5.3 – Rapprochement impôt théorique / impôt réel

	<u>30/06/2014</u>		<u>30/06/2013</u>	
Résultat avant impôt théorique	-1 062		-2 549	
<i>Impôt théorique calculé selon le taux normal</i>	354	-33,33%	850	-33,33%
Différences permanentes ⁽¹⁾	244	-23,01%	-3	0,12%
Différences temporaires	22	-2,04%	3	-0,14%
Déficit étranger non activé	-16	1,53%	-25	1,00%
Impôt sur déficits non constatés ⁽²⁾	-582	12,33%	-821	12,33%
Impôt constaté	22	-2,04%	3	-0,14%

(1) Impact d'impôt sur la quote part du CIR non activé.

(2) Cf note 13

Note 6 – Résultat par action

Résultat net non dilué par action :

	<u>30/06/2014</u>	<u>30/06/2013</u>
Résultat net (en K Euro)	-1 040	-2 545
Nombre d'actions moyen non dilué	22 261 500	22 211 500
Résultat net par action non dilué	-0,05	-0,11

Résultat net dilué par action :

	<u>30/06/2014</u>	<u>30/06/2013</u>
Résultat net (en K Euro)	-1 040	-2 545
Nombre d'actions moyen dilué	24 907 927	24 915 310
Résultat net par action dilué	-0,04	-0,10

Note 7 – Actifs non courants

7.1 – Actifs incorporels

Valeur Brute	31/12/2013	Acquisitions	Cessions	Subvention	30/06/2014
Brevets et frais de développement	36 656	1 508		-489	37 675
Logiciels et autres immo. Incorp	1 253	0	0	6	1 259
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
Total Valeur Brute	37 909	1 508	0	-484	38 934
Amortissements / provisions	31/12/2013	Dotation	Reprise	Autre	30/06/2014
Brevets et frais de développement	-3 600	-101			-3 700
Logiciels et autres immo. Incorp	-1 047	-47			-1 094
Immobilisations incorporelles en cours	0				0
Total Amortissements	-4 646	-148	0	0	-4 794
Total Valeur Nette	33 264	1 361	0	-484	34 141

L'essentiel des projets activés sont en cours de développement à la fin de la période.

La mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas conduit à constater de mouvements de dépréciations au 30 juin 2014.

7.2 – Actifs corporels

Valeur Brute	31/12/2013	Acquisitions	Cessions	Subvention	30/06/2014
Constructions	12 551	5			12 555
Matériel, Outillage et autres immobilisations corporelles	8 357	57	0		8 413
Total Valeur Brute	20 907	62	0	0	20 969
Amortissements / provisions	31/12/2013	Dotation	Reprise	Autre	30/06/2014
Constructions	-2 388	-319			-2 707
Matériel, Outillage et autres immobilisations corporelles	-7 045	-700	0		-7 745
Total Amortissements	-9 433	-1 019	0	0	-10 452
Total Valeur Nette	11 475	-957	0	0	10 518

Il n'existe pas de garantie donnée pour des immobilisations corporelles au 30 juin 2014.

De même, aucun équipement n'est donné en garantie, prêté ou loué à un client (hors biens financés par crédit bail).

Note 8 – Actifs courants (hors trésorerie)

8.1 – Clients

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
Valeur brute	1 042	174
Provision clients	0	0
Valeur nette	1 042	174

Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an, compte tenu du caractère non significatif de cette information.

8.2 – Autres actifs courants

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
CIR	1 197	2 615
Autre crédit d'impôt (CICE)	51	74
Charges constatées d'avance	588	512
Produits à recevoir	79	215
Divers	405	493
Valeur brute	2 320	3 909
Valeur nette	2 320	3 909

Toutes les échéances des autres actifs courants sont inférieures à un an. La part des autres créances échues et non provisionnées au 30 juin 2014 est non significative. Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an.

Note 9 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
Valeurs mobilières	0	0
Comptes courants bancaires et disponibilités ⁽¹⁾	15 527	15 909
Trésorerie et équivalent de trésorerie	15 527	15 909
Concours bancaires créditeurs	-3	-4
Trésorerie créditrice	-3	-4
Trésorerie nette	15 523	15 905

(1) Dont 14 500 K€ placés sur des comptes en euros rémunérés.

Note 10 – Paiements en actions

BSPCE en cours au 30 juin 2014 :

Au cours du premier semestre, il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution.

Une charge de 24 K€ a été comptabilisée par contrepartie des réserves.

Actions gratuites en cours au 30 juin 2014 :

Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution.

La totalité des droits liés aux plans existants ont été acquis sur les exercices précédents.

Note 11 – Trésorerie nette d'endettement

La trésorerie nette d'endettement est donnée dans le tableau ci-après :

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
- Endettement financier brut (voir note 11.1)	-9 678	-10 405
+ Trésorerie et équivalents de trésorerie (voir note 9)	15 527	15 909
+/- Autres actifs financiers courants	0	0
Trésorerie nette d'endettement	5 849	5 504

11.1 – Variation de l'endettement financier brut

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
TOTAL DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		
Solde à l'ouverture	10 405	11 510
Augmentation de la période	236	977
Diminution de la période	-995	-1 933
Variation de l'actualisation	30	-150
Reclassement non courant à courant	0	0
Solde à la clôture	9 678	10 405

Au 30 juin, les dettes correspondant à des contrats de crédit bail s'élèvent à 6 090 K€.

11.2 – Echancier de l'endettement financier

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
Emprunts et dettes financières	9 678	10 402
A moins d'un an	1 827	1 991
Entre un et cinq ans	4 337	4 931
A plus de cinq ans	3 511	3 479
Endettement financier global	9 678	10 405
A moins d'un an	1 830	1 995
Entre un et cinq ans	4 337	4 931
A plus de cinq ans	3 511	3 479

L'essentiel des emprunts et dettes financières est à taux fixe.

Le groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité. De ce fait, aucune ventilation n'est donnée, sur la partie à moins d'un an de l'endettement financier.

Les principales dettes financières incluent, au 30 juin 2014 :

- des dettes d'un montant total de 1 815 K€ concernant 8 contrats de crédit-bail. L'objet de ces contrats est le financement des matériels et outillages de laboratoire, pour une valeur brute totale de 6 453 K€.
- d'une dette d'un montant total de 4 275 K€ concernant un contrat de crédit bail immobilier destiné à financer l'achat des locaux existant et la construction du pilote industriel, pour une valeur brute totale de 6 000 K€. Le contrat de crédit bail est conclu sur une durée de 12 ans.

- d'une dette d'un montant de 1 804 K€ concernant deux emprunts. L'objet de ces emprunts est le financement des matériels destinés à notre unité de pilote industriel.
- d'une avance remboursable brute de 2 239 K€ dans le cadre du programme Bio2Chem pour le projet MPG. Cette avance fait l'objet d'une actualisation. Au 30/06/2014, l'actualisation cumulée s'élève à - 458 K€. Cette avance sera remboursée en fonction des revenus générés par la technologie.

Le groupe possède une ligne de trésorerie négociée de 200 K€, dont les intérêts sont calculés sur le taux moyen mensuel du marché monétaire (T4M). Les découverts bancaires donnent lieu à agios bancaires calculés sur la base du Taux Base Bancaire (TBB).

Les garanties liées à l'endettement financier sont détaillées en note 22 – Engagements hors bilan de l'annexe des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

L'endettement financier n'est pas assorti de garantie ni de covenant (hors contrats de crédit bail).

11.3 – Autres dettes non courantes

Il n'existe pas de dettes non courantes à la fin de la période.

Note 12 – Provisions courantes et non courantes

Elles sont constituées de l'engagement retraite et d'une provision pour litiges sociaux. La provision pour l'engagement de retraite, constatée au 31 décembre 2013, n'a pas été actualisée au 30 juin 2014 (impact non significatif).

Note 13 – Impôts différés

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
Fiscalité sur déficits reportables	4 020	4 020
Fiscalités sur différences temporaires imposables	3	6
Retraitements sur immobilisations incorporelles	148	138
Retraitements sur subventions liées aux projets de développements activés	1 608	1 570
Autres impôts différés actifs	17	17
Impôt différé actif	5 795	5 750
Fiscalité sur juste valeur des dettes financières	-153	-163
Différences sur durées d'amortissement	0	0
Retraitements sur immobilisations corporelles	-154	-120
Impôt différé passif	-307	-283
Impôt différé net	5 489	5 467

Comme indiqué en note 2 supra, les actifs d'impôts différés liés aux déficits fiscaux reportables ont été constatés en prenant en compte le budget prévisionnel limité aux 5 années suivantes. L'application de cette modalité a conduit le groupe à ne pas constater 604 K€ d'impôts différés actifs liés aux déficits fiscaux reportables du 1^{er} semestre 2014, comme en 2013.

Le montant cumulé des impôts différés actifs non constatés s'élève à 3,4 M€.

Note 14 – Autres passifs courants

	<u>30/06/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
Dettes fiscales & sociales	1 614	1 590
Produits constatés d'avance	1 999	1 009
Dettes sur immobilisations	223	227
Total des autres dettes	3 836	2 825

Les autres dettes ont une échéance inférieure à un an. La part des dettes échues au 30 juin 2014 est non significative. Aucune ventilation n'est donnée sur la partie à moins d'un an (cf note 20).

L'augmentation des produits constatés d'avance est liée, d'une part, à l'avance « up front payment » reçue de la société SK Chemical (cf note 1), et d'autre part au solde de la contribution sur le projet L-Méthionine qui sera reconnue sur le second semestre 2014.

Note 15 – Actifs & passifs éventuels

Pour rappel, en 2013, la société a reçu une assignation d'une société, liée à la société d'ingénierie dont il a été mis fin à la mission par Bio-XCell, pour dénigrement public, abus de pouvoir et déloyauté à l'occasion du changement de l'organisation de l'ingénierie.

Au 30 juin 2014, cette société n'a toujours pas fait parvenir au tribunal les pièces justifiant ces demandes.

La société estime donc à nouveau que cette assignation est dénuée de tout fondement, par conséquent il n'a pas été constaté de provision sur litige dans les comptes.

Note 16 – Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers est proche de la valeur comptable.

Les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements, qui rentrent dans la catégorie 2 de la norme IFRS 13, proche de l'amendement à IFRS 7 précédemment appliqué (données observables directement à partir des prix communiqués par les établissements financiers). (cf note 9).

Instruments dérivés

Le groupe n'a pas mis en place d'instruments financiers dérivés.

Autres instruments financiers

Le groupe a mis en place un PACEO avec la Société Générale. Lors de cette mise en place, le groupe a émis des bons d'émission d'actions entièrement souscrits par la SG (2000 BSA). Celle-ci souscritra un maximum de 2 000 000 d'actions (9% du capital actuel) sur demande du groupe. Les modalités de souscriptions sont les suivantes :

- tirage par tranche de 500 000 actions maximum
- prix d'émission : VWAP ⁽¹⁾ des trois dernières séances de bourse précédant l'émission diminué d'une décote de 5%

⁽¹⁾ VWAP (Volume-Weighted Average Price) correspond à la moyenne des prix des actions échangées pendant une période donnée. Il est obtenu en rapportant la valeur totale des échanges pour cette action sur cette période par le nombre total d'actions échangées sur cette période.

- durée d'exercice des bons : 24 mois
- incidence du tirage de la totalité du PACEO sur la situation d'un actionnaire détenant 1% du capital de la société :

	Avant mise en place du PACEO	Après tirage en totalité du PACEO ⁽¹⁾	
		Base non diluée ⁽²⁾	Base diluée ⁽³⁾
Participation (en % du capital)	1%	0,92%	0,90%

⁽¹⁾ entraînant l'émission de 2 000 000 d'actions nouvelles

⁽²⁾ sur la base des 22 211 500 actions composant le capital de la société

⁽³⁾ après émission de 2 418 750 actions provenant de l'exercice de la totalité des instruments dilutifs

Le groupe n'a pas encore utilisé cette ligne de financement.

Note 17 – Effectifs

	<u>30/06/2014</u>	<u>30/06/2013</u>
Effectif fin de période (équivalent temps plein)	72	80

Note 18 – Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2013.

Note 19 – Informations sur les parties liées

19.1 – Avantages accordés aux dirigeants membres du Conseil d'administration

Avantages accordés hors paiements en actions :

Il n'existe aucun autre avantage accordé aux dirigeants, ni régime de retraite complémentaire, ni avantage à long terme, ni avantage postérieur à l'emploi.

La rémunération brute globale des dirigeants s'élève à 121 K€ et 45 K€ de charges sociales. Elle n'a pas évolué par rapport au 30 juin 2013.

La rémunération des membres indépendant du Conseil d'administration s'élève 70 K€ au 30 juin 2014.

Avantages accordés liés à des paiements en actions :

Au 30 juin 2014, il n'existe pas d'avantages accordés liés à des paiements en actions (BSPCE) accordés aux membres du Conseil d'administration.

19.2 – Transactions réalisées avec le groupe ayant un dirigeant en commun

Néant

Note 20 : Informations sur les risques liés aux instruments financiers

L'analyse des risques a été détaillée dans la note 24 de l'annexe sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Aucun élément n'est intervenu sur le 1^{er} semestre, susceptible de modifier de manière significative cette analyse.

A ce jour, le groupe n'est pas exposé aux risques pays.

Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture

Néant

**4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
RELATIVE AU 1^{ER} SEMESTRE 2014**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

Période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014

METABOLIC EXPLORER

S.A. au capital de 2.226.150,00 €.

**Siège social : Biopôle de Clermont-Limagne
63360 SAINT-BEAUZIRE**

RCS RIOM 423 703 107

30 juin 2014

A EXCO CLERMONT-FD

MAZARS

14, avenue Marx Dormoy

131, boulevard Stalingrad

63000 CLERMONT-FERRAND

69624 VILLEURBANNE

Commissaires aux comptes

**Membre de la Compagnie Régionale
de RIOM**

**Membre de la Compagnie Régionale
de LYON**

SA EXCO CLERMONT-FD

MAZARS

14, avenue Marx Dormoy

131, boulevard Stalingrad

63000 CLERMONT-FERRAND

69624 VILLEURBANNE

Commissaires aux comptes

**Membre de la Compagnie Régionale
de RIOM**

**Membre de la Compagnie Régionale
de LYON**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société METabolic EXplorer, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice

professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, la conformité des comptes semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

FAIT A CLERMONT-FERRAND ET A VILLEURBANNE, LE 26 SEPTEMBRE 2014

Les Commissaires aux Comptes

EXCO CLERMONT-FD

Eric MENA

MAZARS

Frédéric MAUREL